

de développement. C'est l'épreuve à laquelle fait face la génération actuelle. Les déclarations généralisées formulées aujourd'hui par le ministre ne prouvent nullement, à mes yeux, que l'OCDE ou les pourparlers de Genève sur le GATT aboutiront à une proposition positive du genre permettant de combler, de façon tangible, le fossé entre les nations industrialisées et les peuples qui exigent un meilleur niveau de vie, qui se rapproche du nôtre.

**M. David Lewis (York-Sud):** Monsieur l'Orateur, je veux m'associer au préopinant pour remercier le ministre d'avoir envoyé aux partis de l'opposition des exemplaires de sa déclaration. J'ajouterai, au cas où il voudrait s'irriter contre ses hauts fonctionnaires, que toutes les pages du document étaient dans l'ordre requis. (*Exclamations*)

L'OCDE est un organisme consultatif et non d'établissement de la politique. Nous ne pouvions donc pas espérer que le ministre nous présente un exposé des politiques qui auraient été adoptées. Je bornerai mes très brèves remarques à deux ou trois points. Je me joins au député de Qu'Appelle (M. Hamilton) pour faire valoir que nous aurions dû, il y a déjà longtemps, envisager autrement le commerce international. En lisant la déclaration du ministre, je n'ai pu que me rappeler les espoirs que nous avions tous, dans les premières années d'après-guerre, en établissant le Fonds monétaire international, la Banque internationale et les divers organismes internationaux de libre-échange, qui devaient tous aider les pays en voie de développement et les pays évolués, et accroître les échanges économiques mondiaux. Sans paraître pessimistes ou sceptiques, nous pouvons dire que, franchement, le succès de toutes ces institutions a été très limité.

L'un des grands dangers qui menacent le monde moderne est le fait que ces grands organismes internationaux, dont certains ont 20 ans, ont obtenu d'assez piètres résultats pendant les années consacrées aux discussions et aux délibérations. Tous les députés le savent et le déplorent comme moi, mais cela fait voir qu'un pays comme le Canada devrait proposer de nouvelles façons d'aborder le problème au lieu de se contenter de proposer des entretiens à Genève. Le gouvernement d'un pays comme le Canada devrait donner l'exemple dans les domaines où il le peut.

Cela m'amène aux deux autres points que je voudrais faire valoir. Le ministre a parlé des difficultés de notre assistance à l'étranger, notamment d'aide alimentaire. Cela souligne la nécessité d'établir sur des bases solides une banque alimentaire mondiale. Je ne puis

[L'hon. M. Hamilton.]

m'empêcher de me souvenir que, lorsqu'on a fait cette proposition il y a quelques années à l'Assemblée générale des Nations Unies, certains ministres du gouvernement canadien étaient hostiles à l'idée parce que, disaient-ils, c'était trop pour nos moyens. Cela se passait en 1953 ou 1954. Nous devrions changer d'attitude. Notre pays peut fonder une banque alimentaire mondiale en offrant ses ressources à cette fin. L'exemple d'un pays comme le Canada dans ce domaine fournirait la poussée nécessaire pour passer de l'étape des simples discussions à celle des réalisations actives.

Il en va de même, en général, au sujet de l'aide aux pays émergents. L'aide que verse le Canada à ces pays, on l'a déjà signalé dans diverses discussions, est parcimonieuse. Elle est bien inférieure à notre objectif actuel de 1 p. 100, aux Nations Unies. Ce chiffre a semblé plus important parce que les subventions et les prêts que notre pays accorde en vertu des dispositions de crédit, sont inclus dans ce montant. Notre contribution actuelle, crédits et prêts mis à part, s'élève environ à un tiers de 1 p. 100 de notre produit national brut. Voilà un domaine où nous pourrions montrer la voie en portant notre aide à un niveau suffisant au lieu simplement d'entrer en pourparlers avec d'autres pays et de déplorer l'aide insuffisante que nous accordons aux pays émergents.

Pour terminer, si on m'y autorise, j'exhorte le ministre au nom de mon parti, à ne pas attendre le rapport de M. Callaghan sur les négociations relatives à l'entrée dans la Communauté économique européenne, ce qui pourrait forcer le Canada à s'élever ou à protester contre certaines des conditions exigées pour l'entrée du Royaume-Uni dans le Marché commun. Notre gouvernement serait bien avisé de discuter avec celui du Royaume-Uni de certaines des répercussions que son entrée dans le Marché commun pourrait avoir sur notre pays. Persuadons le gouvernement du Royaume-Uni de prendre maintenant des décisions qui ne feront pas de tort plus tard au Canada ou aux autres membres du Commonwealth britannique.

Je termine en exprimant l'espoir que le Canada agira de manière à montrer la voie aux autres pays grâce à des nouvelles politiques dans ces domaines.

[*Français*]

**M. Réal Caouette (Villeneuve):** Monsieur l'Orateur, le ministre nous revient tout juste d'une réunion, à Paris, de l'Organisation de coopération et du développement économique